

MONGONGO



Bimensuel 15 janvier 2010

N°11 200 FC

L'éducation en péril

L'école n'est plus ce qu'elle était. Il suffit de regarder l'état des classes où de nombreux enfants étudient et le nombre d'élèves qui font l'école buissonnière pour s'en rendre compte de visu. L'implication insuffisante de l'Etat et le paiement des primes aux enseignants ont largement contribué à dévaloriser l'éducation devenue essentiellement une source de revenus pour certains, de dépenses et d'inquiétude pour les parents pas toujours conscients de la nécessité d'une bonne scolarité pour assurer l'avenir de leurs enfants.

(Lire le dossier en pages 1 à 3)

Des écoles qui n'en ont que le nom

Ces dernières années, les écoles poussent comme des champignons. Nombre d'entre elles n'ont ni bâtiments, ni meubles, ni personnel qualifié, ni matériel didactique, ni l'effectif requis d'élèves... Mais elles sont agréées par le ministère... et rapportent à leurs promoteurs.

Entrepôts, dépôts, anciens bars, maisons inachevées ou abandonnées... De nombreux bâtiments sont transformés en école de nos jours à Kisangani. Les murs des salles de classe couverts de toiles d'araignée sont en terre battue, bambous, nattes ou planches. Des élèves sont assis à même le sol. On trouve des classes avec 4 à 10 élèves ou une dizaine au lieu de 26 comme stipule la loi. Des papiers, des herbes et autres immondices jonchent les cours. Certaines écoles sont entièrement construites en bambous et en pailles comme le Complexe scolaire Oiseau Bleu. Le seul site de l'Orphelinat Mangobo par exemple, abrite dans chaque bâtiment une ou deux écoles, qui sont cote à cote : Complexes scolaires Marie Antoinette, Miradi, Maranathan, institut Moyekoli, Minzoto, Cosba,... et quelques institutions d'enseignement supérieur.

Certaines salles sont des chambres à coucher la nuit et des classes le jour. Lors de notre reportage, nous avons trouvé des bureaux de chefs d'écoles sous le manguier ou dans un couloir ou encore simplement portatifs. Entre Centre Simama et le rond point SGA, dans de vieux bâtiments

abandonnés, plusieurs écoles se sont installées mais leurs responsables ne veulent pas répondre à nos questions. C'est à l'institut Maikazo, dans de toutes petites salles non balayées où s'entassent 50 à 60 élèves qu'a sévi en novembre dernier l'épidémie de méningite. «La plupart de ces écoles sont soit pour les inspecteurs, soit pour les chefs d'établissements et enseignants, soit encore pour les



Credit photo : photo Mongongo

étudiants, bref ceux qui oeuvrent dans ce secteur éducatif» dénonce un inspecteur de la sous division urbaine de l'enseignement primaire et secondaire.

Les privés plus commerçants que formateurs

Depuis les années 80, l'Etat congolais

n'a plus construit d'écoles. Il a été remplacé par des promoteurs privés mais qui ne respectent pas toujours les normes requises. «L'Etat a failli dans l'une de ses missions qui est de créer les écoles. Alors que les enfants naissent, il faut que le nombre d'écoles aussi augmente», pense Anaclet Kabuyi, chef de division ad interim de l'EPSP.

Depuis que ce sont les parents qui payent la prime des enseignants, tout le monde crée des écoles qui sont devenues un moyen de se faire de l'argent. Le nombre d'élèves détermine la hauteur des recettes. Pour maximiser leurs gains, les écoles privées sont peu rigoureuses et n'excluent presque pas les élèves. Certaines refusent même de remettre aux élèves leurs dossiers quand ils les demandent. «Un privé est un commerçant. Vers les années 1990, alors que l'Etat ne payait plus les enseignants, il y a eu prolifération des entrepreneurs privés. Et si l'enseignement devient gratuit on verra plusieurs de ces écoles fermer leurs portes», pense un inspecteur de la sous division urbaine de l'enseignement primaire et secondaire

«La ville de Kisangani de 1960 n'est plus celle de 2010. Que les autorités prévoient des places pour les écoles, hôpitaux, terrain de football dans les nouveaux lotissements», estime un agent de l'Etat. Actuellement, le

[suite à lire page 3](#)

A LIRE EN PAGE...

1 Des écoles qui n'en ont que le nom

2 La prime des enseignants pousse les élèves dans la rue

3 Commune Kisangani: Moins de poissons et peu d'enfants scolarisés

4 Cultiver pour ne pas dépendre des autres

La prime des enseignants pousse les élèves dans la rue

La prime donnée aux enseignants pousse de nombreux élèves à passer plus de temps dans la cour que dans les salles des classes : puisqu'ils payent, les enfants se croient tout permis, ceux qui ne payent pas sont jetés dans la rue et les professeurs qui cumulent les postes souvent absents....

Il est 9 h15, dans la cour de l'institut Saio, Patrick Donga, élève de 5^{ème} pédagogie générale, se balade alors que dans la salle, l'enseignant dispense le cours de français. «Je prends l'air, parce qu'il fait chaud dans la salle», se justifie-t-il. Dans de nombreuses écoles, on voit des élèves en train de sillonner la cour, de causer dans des coins ou s'installer dans des salons des coiffures, habitations, terrasses ou restaurants de fortune (malewa) qui environnent l'école.

«Pendant que certains parents se disent prêts à vendre le dernier héritage pour la scolarisation de leurs enfants, ceux-ci préfèrent des causeries, discuter de la vie de vedettes, du concubinage...», regrette Bopenda Bona, préfet de l'Institut technique commercial de Kisangani (athénée) dont une partie des élèves errent dans la cour.

La discipline n'est plus de rigueur dans les établissements scolaires. Le paiement de la prime allouée aux enseignants par les parents ou certains élèves eux-mêmes a fortement réduit le rôle dirigeant et disciplinaire de nombreux éducateurs. Certains élèves se prévalent de ce qu'ils payent les enseignants pour sécher les cours, disant « pourquoi me chasser, c'est moi qui te paie » ou « sans moi tu ne vis pas ».

Des enseignants cumulards

Les enseignants eux cherchent à cumuler ces primes. «Le professeur nous a dit qu'il ne viendrait pas aujourd'hui; c'est pourquoi je me promène dans la cour. Notre enseignant passe plus le temps ailleurs qu'à l'école», déclare Catherine Masitola, de la 5^{ème} pédagogie au complexe Scolaire Marie Antoinette de Mangobo. Les enseignants dispensent les cours dans deux ou trois écoles à la fois. Ailleurs, ils sont à la fois préfets, directeurs des études ou surveillants et professeurs dans d'autres établissements. «J'ai sept enfants plus la charge de ma famille élargie. Mon salaire est trop maigre», déclare l'un d'eux pour justifier ces cumuls. Nombreux sont ceux qui sont en même temps des étudiants.

Cette fameuse prime jette aussi hors de l'école les élè-

ves qui ne peuvent pas la payer. «Il y a deux heures que je suis dehors pour non paiement de prime, je supplie sans succès le contrôleur de me faire grâce car mon père n'a pas encore touché son salaire», déclare Patrick Lomboto, élève en première année B à l'institut de Kisangani. Certains gestionnaires d'écoles exigent le paiement de deux mois à la fois. Les élèves incapables de payer sont chassés et traînent dans la cour de l'école ou errent en ville. Parfois les parents ne sont pas au courant des jours ou mois que leurs enfants passent ainsi.

L'effort de tous

La réussite dans la formation des élèves réside dans la collaboration entre les parents, élèves et enseignants estime Daniel Welo, président du comité des parents de l'institut Saio qui constate que «les parents n'assistent pas aux réunions prévues par l'école, ils ne vérifient pas les cahiers de communication de leurs enfants, ni leurs journaux de classe pour savoir si réellement leurs enfants viennent à l'école et s'ils assistent aux cours». Le professeur Bene Kabala de la Faculté de psychologie et sciences de l'éducation de l'université de Kisangani lui met en garde les écoliers contre les mauvaises compagnies : «Le groupe d'amitié d'un enfant qui fait l'école buissonnière a toujours été défavorable pour lui, la famille voire la nation qui a besoin d'une élite».

Dans certaines écoles cependant, comme le Lycée technique Mapendano, le règlement intérieur est distribué à chaque élève au début de l'année scolaire. Chaque enseignant veille à ce qu'il n'y est pas d'élève à l'extérieur pendant les heures de cours selon les directives et instructions du ministère de l'EPSP. Une fois attrapé, l'élève qui a fait l'école buissonnière est mis à la disposition du surveillant. En cas de récidive, les parents qui ont pris connaissance aussi de ce règlement sont convoqués par la direction de l'école. L'élève peut être renvoyé.

Lambert Lambe

ACTUALITÉS

Politique étrangère

11 janvier, le Gouverneur de province s'est envolé pour Séoul en Coré du Sud à la recherche d'investisseurs. Pour Médard Aucai, relancer l'économie de la province, nécessite de vendre son image et ses potentialités à l'étranger. Rappelons qu'en décembre dernier, le Président de l'assemblée provinciale a conduit en Chine une forte délégation composée des ministres provinciaux et des présidents de tout le groupe parlementaire de l'organe délibérant. C'était

sur invitation de la province chinoise d'Obey dans la perspective d'un jumelage avec la Province orientale.

Enseignement

Durant la semaine du 4 au 8 janvier, les étudiants des Instituts Supérieurs de Commerce ISC, de Technique Médicale ISTM et ceux de Bâtiment et Travaux Public IBTP sont descendus dans la rue pour protester contre la majoration de frais académique 2009-2010. A l'ISTM, en G1 et L1 les

frais passent de 152 \$ à 208 \$. Finalistes, G3 et L2, 269 contre 196 \$ l'année dernière. Les étudiants souhaitent une réduction de certains frais, notamment ceux de mobilier (20 \$ au lieu de 50), des efforts de construction (20 au lieu de 5\$), carte d'étudiant à 1\$ au lieu des 5 demandés.... Le calme est revenu grâce à l'intervention du maire de la ville qui a ouvert le dialogue entre le comité de gestion et le représentant des étudiants.

Culture

Samedi 16 janvier 2010 l'Union des Musiciens de la République Démocratique du Congo, section de la province orientale organise une journée d'échange sur l'état de lieu des activités culturelles et musicales à Kisangani. A l'occasion il sera procédé à l'identification des artistes. Cadre choisi, l'Espace culturel Ngoma. Y sont conviés, les artistes musiciens des groupes folkloriques, de la musique religieuse, du rap ainsi que ceux de la musique congolaise.

Commune Kisangani

Moins de poissons et peu d'enfants scolarisés

Les habitants de la commune de Kisangani gardent leurs traditions et font travailler leurs enfants très jeunes plutôt que de les envoyer à l'école. Mais les poissons qui les faisaient vivre se font rares et les études nécessaires.

Tôt le matin, de nombreux jeunes filles et garçons âgés de 10 ans et plus, quittent la commune de Kisangani et gagnent Makiso au centre ville, la commune des affaires. Ils viennent y exercer de petits métiers pour gagner leur vie : ils sont cireurs, vendeurs ambulants de cacahuètes ou de bananes, ou vendent divers autres articles. A la même heure, d'autres enfants de leur âge en bleu et blanc se précipitent pour arriver à l'école. Un contraste flagrant. Cette commune enregistre les plus faibles taux de scolarisation et d'alphabétisation de la ville. Les abandons et les déperditions scolaires sont nombreux.

Le professeur Patrick Wenda, de la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'UNIKIS brosse un tableau sombre de l'éducation de cette juridiction de plus de 100 000 habitants. «Cinq écoles maternelles, 13 écoles primaires et 6 écoles secondaires avec de faibles effectifs. L'école maternelle Coskis a 9 écoliers, l'école primaire Wagenia 34 et l'école secondaire Mandombe 97 élèves seulement. Seul l'institut Hodari primaire et secondaire enregistre 850 élèves», souligne-t-il.

Les écoles existantes proposent des sections pédagogiques, littéraires et mathématiques-physiques qui ne correspondent pas aux réalités locales et culturelles. L'agriculture, la pêche et le commerce sont les principales activités de cette commune. «Les parents inscrivent leurs enfants à l'école en dépassant l'âge requis c'est cela qui entraîne les désertions. Les jeunes se marient précocement et d'autres déçus par l'échec

suite de la page 1

Fond social de la république réhabilite et construit des écoles dans des communes et à l'arrière province. Le gouvernement provincial distribue depuis l'année dernière des bancs dans certaines écoles de la ville et de l'intérieur.

Assainir le secteur

La loi n°86/005 du 22/09/1986 de l'enseignement national exige pour tant la construction d'une salle de classe en moyenne de 5 m sur 8, du

se lancent dans des activités économiques», explique Patrick Wenda.

Certains jeunes tentent de combiner commerce et école mais n'y arrivent pas toujours. «Moi, je pratique cette activité car mes tuteurs me demandent de la faire pour payer mes frais d'études et m'acheter des habits», explique Albert Kalama, âgé d'à peine de 10 ans, orphelin de père et mère qui se débrouille pour payer ses études à l'école primaire Maele. Mais les études sont vite sacrifiées au profit de la survie.

Les pesanteurs culturelles

Pour le professeur Frédéric Esiso, de la faculté des sciences sociales, administratives et politiques, «la coïncidence entre l'âge scolaire et la période d'initiation culturelle au cours de laquelle les enfants de 6 à 12 ans reçoivent une formation pour devenir apte à la vie pratique : utilisation des techniques de pêche, maniement de la pirogue et préparation à la vie conjugale», complique aussi la scolarité des jeunes. «Les parents ne sont pas en mesure de payer les frais de scolarité des enfants ou encore l'enfant initié s'estime capable de se procurer de l'argent. Par conséquent il refuse d'aller à l'école...» ajoute-t-il.

Les habitants ont toujours vécu de l'agriculture mais surtout de la pêche. Elle est d'ailleurs mondialement reconnue pour ses magnifiques chutes Wagenia, nom des autochtones. Il a été longtemps plus facile pour les jeunes de gagner de l'argent en pêchant que d'aller à l'école. Aujourd'hui, la pêche n'est plus généreuse mais peu de parents en-

couragent leurs enfants à étudier. Ils disent être pauvres. «Sur 55 élèves inscrits au début en 1^{ère} A au secondaire en 2009, seuls 36 ont fini l'année. Sur 47 élèves de la classe de 6^{ème} pédagogie de cette année 2009 -2010, seules 5 filles sont de cette commune, la plupart proviennent des communes Kabondo ou de Mangobo», constate le préfet de l'institut Hodari, Zazi Kakudji.

Pour le chef de division intérimaire de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, Province Orientale I, Anaclet Kabuya, «des campagnes de sensibilisation sont organisées à chaque rentrée scolaire avec l'appui des partenaires comme UNICEF mais les mentalités n'évoluent pas. «Grégoire Gumbu, journaliste, membre de la communauté ENIA, fustige aussi l'absence d'écoles dans certains coins comme dans l'îlot quartier Kisangani I, une agglomération de 1000 personnes.

Aujourd'hui le fleuve ne donne plus assez des poissons et la vie se complique. L'assistant Clément Mangubu, originaire de cette tribu note que «les Wagenias et mêmes les arabisés ont vécu en ville, mais le dos tourné à la ville. Vers les années 80, le fleuve donnait encore des poissons en abondance, l'économie de la ville était basée sur la production locale, ce sont les commerçants qui venaient vers cette population en apportant des produits manufacturés. Maintenant ce sont eux qui commercent et cherchent le travail au centre ville.»

David Malisi

mobilier, un personnel qualifié, les matériels didactiques pour créer une école. Selon le ministère provincial de l'EPSP, sur l'ensemble de la province, il y a 5012 écoles primaires et secondaires pour une population d'âge scolaire de 2,5 millions, dont la moitié seulement étudient. Environ 48.5% des écoles n'a pas d'agrément. On compte un banc pour 30 élèves. Face à cette pénurie, «les autorités politiques ne sont pas rigoureuses en matière d'agrément», regrette

Anaclet Kabuyi.

Le 21 décembre 2009, le ministre provincial de l'éducation a cependant ordonné aux gestionnaires de l'enseignement venus de quatre districts de renforcer les vérifications de la viabilité des écoles par les inspecteurs itinérants. «Les écoles non agréées seront fermées jusqu'à ce qu'elles réunissent les conditions», assure le conseiller principal du ministre de l'EPSP.

Daniel Lokulu

Cultiver pour ne pas dépendre des autres

Les denrées alimentaires consommées à Kisangani proviennent essentiellement des provinces voisines, notamment du Nord-Kivu. La production locale reste faible pourtant la province dispose des terres arables qui peuvent nourrir toute la population.

Depuis novembre 2009, les maraîchers de la commune Kabondo ravitaillent en produits agricoles les pensionnaires de la prison centrale de Kisangani. «Nous leur livrons chaque mercredi 90 kg de choux de chine pommé et 290 kg d'amarantes», explique Justin Atchalonge, président des maraîchers indépendants de Kabondo (MAIKA). Sur le site où ils font leurs cultures, des plates-bandes de choux, de tomates, d'amarantes et d'aubergines... attirent la curiosité des passants. Dans les germoirs, on aperçoit aussi des concombres et des salades. A simisimi, des ciboulettes sont produites qui sont vendues sur le marché local.

Initiatives des habitants de Kabondo, ces cultures maraîchères sont aujourd'hui soutenues par la Coopération technique belge dans le cadre du Projet l'Horticulture Urbaine et Périurbaine (HUP) qu'exécute la FAO. Mais cette production est loin de cacher la dépendance alimentaire dont souffre la ville de Kisangani. Sur ces sites, des clients viennent souvent en grand nombre s'approvisionner mais ne trouvent pas assez de produits agricoles qu'ils vont revendre au grand marché et auprès des hôtels et des particuliers. «Mes clients s'impatientent, chaque jour je viens ici pour ne rien acheter», regrette Isaac, un acheteur des choux rencontré le 04 janvier sur le site MAIKA. Jean Pierre Liyeye, chef de division de l'Agri-

culture, reconnaît que Kisangani produit le manioc, le maïs et les légumes, mais pas assez pour répondre aux besoins de la ville. Sur le marché, pommes de terres, oignons, œufs, aies, haricots,... proviennent du reste des provinces du Nord et du Sud Kivu. Ce qui rend le chef-lieu de la province dépendante en produits vivriers, qui subissent souvent des hausses de prix. Comme en décembre dernier, quand les prix ont doublé voire même triplé, le kilo de choux passant de 400 à 1500 Fc, celui d'oignons de 600 à 1500. Le pont Epulu sur la route Beni Kisangani s'était effondré et les tracasseries routières ainsi que la multiplicité des taxes ont découragé nombre de petits commerçants qui approvisionnent Kisangani en produits vivriers. «Il y a eu changement brusque du tarif de péage route passé de 300 à 500 \$ pour un camion FUSO», s'insurge un commerçant, ce qui a entraîné une forte diminution du trafic des véhicules qui transportaient les denrées alimentaires entre Butembo et Kisangani.

Investir dans l'agriculture pour l'autosuffisance

Pourtant, selon l'Ingénieur Cirwisa, du Réseau Ressource Naturelle, «le sol de Kisangani est favorable à tous ces produits importés sauf la pomme de terre». Il déplore la passivité de la population pour l'agriculture. «Il y a une paresse au niveau de la population et un manque d'attention de la part de l'homme politique pour l'agriculture», dit-il. Un point de vue que partage le professeur Doudou Akaïbe, recteur de l'institut facultaire agronomique (IFA). Il indique que le district de la Tshopo peut davantage produire vu son climat, mais que les gens ne s'intéressent pas au travail de la terre. «Ils sont bloqués par la culture de la facilité et de paternalisme qu'il faut combattre. Si tout le monde peut avoir au moins un demi hectare de terre, Kisangani va se nourrir d'elle-même plutôt que de dépendre de l'extérieur», jure-t-il.

En plus de l'encadrement des scientifiques pour espérer avoir un bon rendement, le recteur de l'IFA souhaite que la politique provinciale apporte son appui aux moniteurs agricoles pour accompagner les agriculteurs dans leur travail.

Dorcas Mayani



Mongongo Journal école
Editeur, rédacteur en chef :
Ernest Mukuli
Tél : 243(0) 81 200 63 99
Mail : ernestmukuli2@yahoo.fr
Equipe rédactionnelle : Trésor
Boyongo, Hortense Basea, Lambert Lambe, Nadia Midesso, Gabriel Famba, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de

l'Information et de la Communication/Unikis)
Secrétariat de rédaction :
Pepe Mikwa
Tél : 243(0) 99 808 78 81
Distribution, marketing, design et mise en page :
Jimmy Bakelenge

Tél : 243(0) 85 338 93 25
Adresse : 1/A, Avenue Tshatshi,
Commune Makiso, en face de
BEGO CONGO
Mail :
journal_mungongo_kis@yahoo.fr
Supervision et formation
Syfia international
Mail : contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Impression : Boyoma impression
Dessin : Roger Bamungu
Abonnement annuel (24 numéros)
10 \$, abonnement de soutien 50 \$ minimum.
Points de vente : Bibliothèque centrale et Cyber café Batam de l'Unikis, Librairie Saint Paul, Gradi-Jeunes et Rez de chaussée Congo Palace.